

LETTRE HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA FEDOM

N°586 – Mardi 20 août 2024



L'ÉDITO

Nos amis de Nouvelle-Calédonie souffrent. Ils vivent la réalité d'une insurrection prolongée, d'un contexte sécuritaire toujours difficile, de ses conséquences économiques extrêmement lourdes, sans que toutes les réponses, et de loin, n'aient été apportées aujourd'hui. Ils craignent l'oubli, l'accoutumance, la résignation. La Fedom est sur le pont pour aider les acteurs économiques de Nouvelle-Calédonie et que la Nouvelle-Calédonie soit bien dans les principales préoccupations de nos responsables politiques nationaux, aujourd'hui et demain. Certains des événements vécus parlent aussi à l'ensemble des Outre-Mer.

Quand un centre de formation de la Chambre des Métiers de Nouvelle-Calédonie est détruit, que signifie cette auto-mutilation de la jeunesse ? Soyons conscients du grave problème qu'est le chômage des jeunes en Outre-Mer, l'insuffisance de leur formation, au bout le désespoir. Avec, au fond, une forme de résignation des sociétés à cette triste réalité. Mesurons l'ampleur du drame : 40 000 jeunes, à La Réunion, ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation. L'enjeu est fondamental. Incidemment, quand Gouvernement et administrations sont tentés de mettre en cause les dispositions d'exonérations de charges, encourageant l'embauche, dans la LODEOM sociale, en particulier pour des jeunes formés, qualifiés, alertons encore sur le risque de faute, de faute grave.

Hervé Mariton

Président de la FEDOM



DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Nouveau gouvernement : les présidents de groupes et chefs de partis conviés à l'Élysée le 23 août

Emmanuel Macron a convié les présidents de groupes parlementaires et les chefs de parti « à une série d'échanges » le 23 août en vue de tenter de constituer un gouvernement. L'Élysée précise que « la nomination d'un Premier ministre interviendra dans le prolongement de ces consultations et de leurs conclusions », un mois et demi après les élections législatives anticipées.

[En savoir plus](#)

Quels messages ont fait passer les groupes politiques calédoniens à la ministre des Outre-mer ?

Lors de sa visite sur le Caillou début août, Marie Guévenoux, ministre déléguée aux Outre-mer, a rencontré les forces de l'ordre, les maires, les acteurs économiques. Elle a surtout passé du temps avec les représentants politiques. Chaque groupe du Congrès a obtenu un temps privilégié avec la ministre, dans l'idée que son message remonte jusqu'au Président de la République.

[En savoir plus](#)

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Christian Baptiste, à nouveau désigné rapporteur spécial du budget des Outre-mer

Après avoir été réélu député de la Guadeloupe aux élections législatives, en juin dernier, Christian Baptiste vient à nouveau d'être renommé en tant que rapporteur spécial du budget Outre-mer au sein de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Commentaire FEDOM

La FEDOM adresse ses sincères félicitations à Christian Baptiste (SOC, Guadeloupe) pour sa reconduction au poste de rapporteur spécial du budget des Outre-mer. Le député aura ainsi la charge de l'examen et du suivi des programmes 123 « Condition de vie Outre-mer » et 138 « Emploi Outre-mer » qui constituent la mission Outre-mer. Il dispose d'un pouvoir de contrôle sur pièce et sur place.

Comme les années précédentes, la FEDOM se tient à disposition de Christian Baptiste.

[En savoir plus](#)

VIE DES TERRITOIRES

Tableau des médailles : quel bilan pour les Ultramarins aux JO de Paris 2024 ?

La France, pays hôte, termine au cinquième rang des pays les plus médaillés de ces Jeux. 64 médailles dont 16 en or. Loin derrière les Américains et leurs 126 médailles au compteur dont 40 en or. Parmi les sportifs, plus de 70 Ultramarins étaient engagés au départ dans les différentes compétitions. Une nouvelle fois, ils ont brillé au sein de la délégation française.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Le bilan des Jeux à Tahiti, "un 100% de réussite" selon le COJO • TNTV.T](#)

Les contrats de convergence et de transformation 2024-2027 de Guadeloupe, Guyane, de La Réunion et de Mayotte adoptés

Au cours du mois de juillet 2024, les élus des conseils régionaux de Guadeloupe, de la Réunion et de la collectivité territoriale de Guyane, ainsi que du Département de Mayotte ont adopté leur contrat de convergence et de transformation (CCT) pour la période 2024-2027.

[En savoir plus](#)

Les outre-mer parmi les premiers acteurs de l'écotourisme en France

Concilier tourisme et protection de l'environnement est un enjeu de taille pour les territoires d'outre-mer. De nombreuses voies d'actions sont possibles : aménagement ou assainissement des infrastructures d'accueil, transports plus verts, énergies renouvelables, sensibilisation des touristes. Outremers360 a réalisé un dossier spécial sur le sujet.

[En savoir plus](#)

Guadeloupe - Ouverture d'une « Académie Blandin » pour « former les professionnels de demain dans le secteur dynamique du commerce spécialisé »

La Fondation Claude-Emmanuel Blandin a annoncé l'ouverture à la rentrée de septembre d'une École Supérieure d'Entreprise « *Académie Blandin* », pour « *former les professionnels de demain dans le secteur dynamique du commerce spécialisé* ».

Commentaire FEDOM

La FEDOM salue l'initiative de la Fondation Claude-Emmanuel Blandin, qui illustre l'engagement des entreprises pour leur territoire et apporte une réponse concrète au besoin de formation et de qualification des jeunes. Pour rappel, dans les DROM, entre 25,6 et 36,7% des jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (Neet).

[En savoir plus](#)

Guyane - Découvrez la Guyane en 10 excursions

La Guyane est une destination atypique. Le tourisme vert est au cœur de la politique touristique. Entre ses fleuves et ses animaux hors du commun, c'est un véritable voyage vers la nature amazonienne que vous entamerez. À côté de cela, le patrimoine culturel est aussi intéressant à découvrir ainsi que le centre spatial.

[En savoir plus](#)

Martinique - Aménagement : le quartier "Bon Air", premier écoquartier de la Martinique, soutenu par l'AFD

Dans le cadre de la transition écologique, la ville de Fort-de-France a confié à la SAS Bon Air la réalisation du premier écoquartier de la Martinique. Initié en 2012, ce projet ambitieux vise à être finalisé en 2030.

[En savoir plus](#)

Martinique - Des hôtels toujours à l'abandon malgré des projets de reprise en Martinique

Le Marouba au Carbet ou encore l'Hôtel Club et le Kalenda aux Trois-Îlets : ces établissements hôteliers ont mis la clef sous la porte respectivement en 2015, 2014 et 2008. Après des appels à manifestation d'intérêt lancés par la CTM (Collectivité territoriale de Martinique) et l'EPLF (Établissement public foncier local), chacun de ces établissements avait trouvé des repreneurs. Aucun projet n'a pourtant vu le jour.

Commentaire FEDOM

Cet article illustre le fléau que représentent les friches dans les Outre-mer. À cet égard, la FEDOM se félicite que l'aide fiscale à l'investissement outre-mer ait été élargie à l'acquisition de friches hôtelières ou industrielles en vue de leur réhabilitation.

Cette ouverture, prévue à l'article 75 de loi de finances pour 2024 et récemment précisée par le [BOFIP](#), facilitera la reprise et la réhabilitation des friches. Elle participe au verdissement de l'économie, à la valorisation du patrimoine bâti ainsi qu'à la création de valeur et d'emplois.

Au regard du coût souvent dissuasif des réhabilitations, et des besoins prégnants en la matière, le dispositif mériterait d'être élargi en sorte que toutes les friches (notamment des bâtiments publics) puissent bénéficier de la mesure.

[En savoir plus](#)

Martinique - Perspectives et ambitions du GIP SARGASSES pour lutter contre l'invasion des algues

Créé en 2023, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Sargasses a pour mission de coordonner les efforts visant à contrer l'invasion des sargasses en Martinique. Soutenu par l'État, la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), et les trois établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ce nouvel organisme a pour ambition de transformer une crise environnementale en opportunité, en mettant en place des stratégies de gestion, de valorisation, et de communication.

[En savoir plus](#)

Mayotte - Election de la Chambre des métiers et de l'artisanat : consultation de la liste électorale

Le dernier acte de la remise à niveau de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat se profile. A la suite de la dissolution de son Assemblée générale par le préfet de Mayotte, et de la perquisition des locaux, une période de transition a été assurée par la commission provisoire de 4 artisans présidée par Fouad Abdou qui a permis une véritable mue de la structure. Elle prend fin le 20 novembre avec les élections du bureau.

[En savoir plus](#)

La Nouvelle Calédonie, archipel en pleine incertitude (enjeux énergétiques)

Depuis mai 2024, ce territoire d'outre-Mer à 16 000 km de Paris est secoué par un nouveau cycle de violences, sur fond d'inégalités sociales et de crise du secteur minier. Alors que le gouvernement avait de grandes ambitions dans le photovoltaïque, les développeurs tentent de poursuivre leurs projets, en dépit des difficultés de financement.

[En savoir plus](#)

Nouvelle-Calédonie - Expertises, rapports, indemnisations... Où en sont les assurances dans le traitement de la crise ?

Les exactions menées depuis le 13 mai ont surchargé les cabinets d'experts et les compagnies d'assurances, sous-dimensionnés pour répondre à une crise d'une telle ampleur. Malgré des renforts venus de l'Hexagone, les rapports tardent à être rendus, ralentissant le versement des indemnisations.

[En savoir plus](#)

Voir également : [Nouvelle-Calédonie : Les assureurs durcissent-ils les clauses de leurs contrats ?](#)

Polynésie française - Le Sublime Tahiti Beach Retreat inauguré, « un rêve de 30 ans » devenu réalité pour la famille Gowen

Le Sublime Tahiti Beach Retreat a été inauguré : Jonathan Gowen réalise ainsi le rêve de ses parents,

fondateurs du restaurant Gauguin à Papeari, avec l'ambition de devenir « *une destination dans la destination* » pour les clients étrangers comme locaux, et donner un nouvel élan au tourisme de Teva i Uta.

[En savoir plus](#)

Polynésie française - Le projet de l'Apetahi Express pour relier Faratea-Papeete en une heure, se concrétise

Faratea-Papeete en 60 minutes aux heures de pointe, c'est ce que va proposer l'Apetahi Express « d'ici deux, trois mois », au départ et au retour de chacun de ses quatre voyages hebdomadaires vers les Raromata'i. Si le test est concluant, l'armateur Tuanua Degage et son directeur général Samuel Matton envisagent un nouveau bateau dédié à cette navette.

[En savoir plus](#)

La Réunion - Surendettement des ménages : du jamais vu depuis 10 ans à La Réunion

Signe d'une conjoncture économique délicate, le nombre de ménages en situation de surendettement a fortement augmenté en 2023, atteignant des niveaux inédits depuis 10 ans. Ce sont 1.331 dossiers qui ont été déposés auprès des services de l'ledom pour un réaménagement des dettes ou tout simplement un effacement total.

[En savoir plus](#)

La Réunion - La vanille bleue de La Réunion, certifiée "Diamant" de la gastronomie mondiale

C'est un prix de renommée internationale que vient de se voir décerner la vanille bleue de La Réunion. La vanille de l'Escale Bleue de Saint-Philippe s'est vu décerner le "Diamond Taste Award" par l'Internationale Taste Institue. Un produit certifié par un jury d'exception, composé des meilleurs chefs et sommeliers du monde.

[En savoir plus](#)

Saint-Martin - L'adhésion de la collectivité de Saint-Martin à l'OECO actée

Après la Martinique et la Guadeloupe, c'est au tour de la collectivité de Saint-Martin d'adhérer à l'Organisation des Etat de la Caraïbe orientale (OECO) ; l'inscription de ce territoire comme membre associé sera finalisée en novembre prochain. Les conseillers territoriaux ont fait ce choix pour mieux intégrer l'île dans le bassin, notamment autour des questions d'énergie, de transport ou de santé.

[En savoir plus](#)

VIE DES ADHERENTS

La BRED Banque Populaire acquiert la Société Générale Madagasikara, première banque de Madagascar

La BRED Banque Populaire a signé un accord avec Société Générale pour l'acquisition de Société Générale Madagasikara, première banque de Madagascar. Cette initiative marque une étape significative dans la stratégie de développement international de la banque.

[En savoir plus](#)

"Crise économique, chômage et population qui migre : un cocktail explosif " en Nouvelle-Calédonie
explique David Guyenne, président de la CCI

"800 entreprises" sont "totalement détruites, brûlées ou dans l'incapacité de reprendre", précisait fin juillet David Guyenne, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie. Après les émeutes, 20 000 personnes se sont retrouvées au chômage de façon directe ou indirecte, "ce qui représente 30% de l'emploi salarié privé". "25% du PIB de la Nouvelle-Calédonie" a été détruit en deux mois, "c'est absolument catastrophique", s'est-il alarmé.

Retrouver [l'entretien](#) accordé par David Guyenne ainsi que le [bilan chiffré](#) des dégâts au 7 août
Voir également : [Nouvelle-Calédonie : le président de la CCI demande que les aides de l'État soient "reconduites" pour "assurer la survie de tout un chacun" \(francetvinfo.fr\)](#)
Ou encore : [Crise en Nouvelle-Calédonie : où en est-on des aides accordées aux entreprises et particuliers ? - Nouvelle-Calédonie la 1ère \(francetvinfo.fr\)](#)

Le MEDEF NC, la CCI NC et la FINC font le point sur les conséquences des émeutes

Trois mois après le début des exactions commises en Nouvelle-Calédonie, les traces restent profondes, notamment pour le monde économique. La présidente du MEDEF Mimsy Daly, le président de la CCI David Guyenne et le président de la FINC Xavier Benoist dressent le bilan économique et social des émeutes et font le point sur les défis à relever.

[En savoir plus](#)

La présidente du Medef Guyane et la présidente de la CCI Guyane alertent sur les conséquences de la possible réforme du régime des exonérations patronales

Dans une courte vidéo, la présidente du Medef Guyane Thara Govindin et la Présidente de la CCI Guyane Carine Sinaï-Bossou ont exprimé d'une même voix, leurs inquiétudes sur l'impact d'une éventuelle réforme du régime des exonérations patronales sur le tissu économique guyanais.

[En savoir plus](#)

En Guyane, Action Logement créé un guichet unique pour la résorption de l'Habitat indigne et l'accès à la propriété

Le Comité territorial d'Action Logement, présidé par Thara Govindin, et les élus de Guyane se sont réunis pour lancer le dispositif de guichet unique permettant d'accompagner les ménages précaires tant sur la résorption de l'habitat indigne que la régularisation foncière.

[En savoir plus](#)

VIE DE LA FEDOM

« Les petits-déjeuners de la FEDOM » : troisième édition avec Benoît Coeuré, Président de l'Autorité de la Concurrence, le 19 septembre 2024

La FEDOM organise son troisième petit-déjeuner le 19 septembre prochain à 8h au Cercle de l'Union Interalliée, 33 rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8, sur le thème « Les enjeux de la concurrence Outre-mer » en présence de Benoît Coeuré, Président de l'Autorité de la concurrence.

Inscription obligatoire [ici](#)

La FEDOM sur les réseaux sociaux



Fédération des Entreprises d'Outr... ...

6 713 abonnés
1 sem. • 🌐

🌍 Les Terres Australes et Antarctiques Françaises célèbrent leur 69ème anniversaire ! Une occasion de mettre le zoom sur ce territoire ultramarin si particulier.

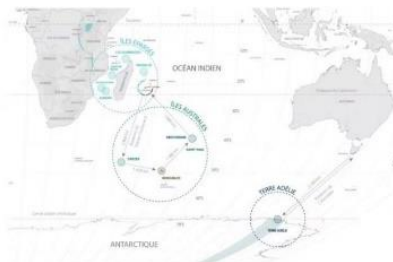
Depuis la loi du 6 août 1955, les TAAF sont une collectivité unique dotée de l'autonomie administrative et financière. Elles constituent également une des collectivités les plus méconnues du grand public, tout en étant confrontées à des défis scientifiques, environnementaux et géopolitiques majeurs. Formées des îles Crozet, Kerguelen, Saint-Paul et Amsterdam, de la terre Adélie et des îles Eparses - représentant près de 2 300 000 km² de zone économique exclusive (ZEE) riches en ressources marines - les TAAF offrent un cadre exceptionnel de préservation de la nature, d'exploration, de recherche scientifique mais aussi d'innovation et d'activité économique, dont la pêche et le tourisme durable. 🌐

En effet, les TAAF ont besoin d'entreprises pour entretenir leur patrimoine immobilier, réussir la transition écologique et décarboner leurs activités, inventer les nouvelles technologies qui permettront d'explorer les fonds marins, d'exploiter, de valoriser et de protéger leurs ressources naturelles.


Autant d'enjeux sur lesquels **Hervé Mariton**, **Françoise DE PALMAS DELMONT** et **Samy Chemellali** ont pu s'entretenir avec la **Préfecture des Terres australes et antarctiques françaises** en février dernier. Merci encore à Florence JEANBLANC-RISLER, préfète, administratrice supérieure des TAAF, ainsi qu'à **Franck Lustenberger**, directeur de l'environnement, pour ces échanges passionnants. 🙌

<https://taaf.fr/>

#outremer #ultramarin #taaf #environnement #ecologie #transition



 LinkedIn : [Fédération des Entreprises d'Outre-mer \(FEDOM\)](https://www.linkedin.com/company/federation-des-entreprises-d-outre-mer/)

 Twitter [@LA_FEDOM](https://twitter.com/LA_FEDOM)

JOURNAL OFFICIEL

JORF du 13.08.2024

- [Arrêté du 6 août 2024](#) portant extension d'accords et d'un avenant auxdits accords conclus dans le cadre des conventions collectives des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances (n° 2328) et des employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe (n° 3144).

JORF du 14.08.2024

- [Arrêté du 19 juillet 2024](#) modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant la forme, les conditions d'établissement et d'apurement du titre justificatif des exportations effectuées par les voyageurs résidant dans un pays tiers à l'Union européenne ou dans une collectivité d'outre-mer de la République.

Notice : le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté du 10 décembre 2021 précisant les modalités d'émission et d'apurement des bordereaux de vente à l'exportation édités par voie informatique dans le cadre du programme d'apurement des bordereaux par lecture optique de code-barres (PABLO), ainsi que les modalités de recours à la procédure de secours.